



ARNAUD MONTEBOURG
MINISTRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.redressement-productif.gouv.fr

Paris, 23 octobre 2013
N° 719

Communiqué conjoint de

M. Arnaud Montebourg, Ministre du Redressement productif, France

M. Flavio Zanonato, Ministre du Développement économique, Italie

M. José Manuel Soria, Ministre de l'Industrie, de l'Energie et du Tourisme, Espagne

M. Kostis Hatzidakis, Ministre du Développement et de la Compétitivité, Grèce

M. Dragomir Stoynev, Ministre de l'Economie et de l'Energie, Bulgarie

M. Etienne Schneider, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, Luxembourg

M. Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur, des Technologies nouvelles et de l'Enseignement supérieur, Wallonie, Belgique

M. Jiri Cienicala, Ministre de l'Industrie et du Commerce, République Tchèque

M. Michael Fallon, Ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Energie, Royaume-Uni

A l'occasion de la Première Conférence ministérielle des Amis de l'Industrie, Paris, 23 octobre 2013

L'industrie tient une place centrale dans l'économie européenne. Ce secteur économique historique emploie plus de 34 millions de personnes, contribue à un cinquième de la production et représente 80% des exportations européennes et des investissements dans la recherche et le développement (R&D). Elle a donc un impact sur tous les autres secteurs de l'économie, en particulier celui des services.

L'industrie européenne s'illustre avec excellence au niveau mondial dans de nombreux secteurs stratégiques, tels que la construction automobile, l'aéronautique, l'ingénierie, l'espace, la microélectronique, les produits chimiques et les produits pharmaceutiques. Elle contribue de façon décisive aux équipements nécessaires à une production énergétique plus verte et sobre en carbone et assurant une meilleure indépendance énergétique de l'Union européenne. Une économie forte ne peut exister sans une industrie forte.

Notre industrie a subi depuis 10 ans un recul continu de sa part dans le PIB européen, qui s'est accéléré avec la crise économique en 2008, conduisant à la perte de 10% des emplois industriels en Europe. Le récent rapport de la Commission européenne sur la compétitivité met encore en lumière que la part de l'industrie dans le PIB de l'UE s'est contracté à 15,3% en 2013 contre 15,5% l'année dernière.

Des initiatives européennes ont été prises, et des discussions stratégiques peuvent maintenant



avoir lieu entre Ministres en charge de l'industrie au sein du Conseil Compétitivité. Mais l'Europe doit aujourd'hui prendre des mesures à la hauteur de la situation, et se préparer aux nouveaux enjeux économiques, comme toutes les autres puissances industrielles mondiales l'ont fait. Toutes les options pouvant permettre de regagner de la croissance et créer des emplois en Europe doivent être explorées. Tout doit être fait pour faire de l'Europe un lieu plus compétitif en termes de production et d'investissement.

Pour cela, nous estimons nécessaire d'œuvrer au relèvement de la part de l'industrie dans le PIB de l'UE, ce qui nécessite de procéder à une revue permanente des politiques européennes, à la lumière des enjeux industriels auxquels l'Europe et nos économies font face : cela concerne la politique industrielle et la politique des PME bien sûr, mais également les règles du marché intérieur, la politique de la concurrence, la politique commerciale, la politique environnementale, la politique d'innovation et de recherche, la politique de cohésion, tout comme l'ensemble des politiques sectorielles, comme l'énergie et le climat. L'encadrement européen des aides d'Etat doit faire l'objet d'améliorations réelles, et être accompagné de la mise en place d'une surveillance effective des subventions pratiquées en dehors de l'UE.

Notre objectif commun de redressement industriel doit désormais être pris systématiquement en compte dans le cadre de toutes les politiques de l'UE: nous devons être certains que nos entreprises ne sont pas désavantagées vis-à-vis de leurs concurrents internationaux. Il s'agit pour cela de mobiliser pleinement nos instruments de défense commerciale lorsque cela est nécessaire, aussi bien que de mener une politique de la concurrence qui garantisse que les entreprises européennes ne sont pas défavorisées dans la compétition mondiale.

Concernant le PME, il est particulièrement important de résoudre les restrictions dans l'accès au crédit nécessaire à l'investissement dans les nouvelles technologies et la R&D, renforçant ainsi leur compétitivité et leur capacité d'exportation.

Plus spécifiquement, notre politique industrielle doit se concentrer sur l'amélioration des conditions cadres offertes à l'industrie européenne, tout en prenant en compte les enjeux spécifiques de différents secteurs industriels. A cet égard, la Commission européenne devrait poursuivre ses initiatives sectorielles sur des secteurs traditionnels importants comme l'acier et la construction navale mais également étendre cette approche à des secteurs d'avenir tels que la pharmacie, les technologies de l'information et de la communication ou les technologies vertes. Pour chacun d'entre eux, la Commission devrait présenter des solutions concrètes répondant à leurs enjeux de compétitivité et présenter régulièrement au Conseil compétitivité des rapports d'avancement sur ces initiatives.

De même, il est nécessaire que la Commission européenne étudie le différentiel de compétitivité entre l'Europe et les autres économies avancées, résultant des écarts entre prix de l'énergie et d'engagements différents en matière de réduction des émissions de CO2 ou de production d'énergie d'origine renouvelable. La Commission devrait proposer avant février 2014 des solutions pour réduire ce différentiel de compétitivité.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous appelons le Conseil européen, lors de sa réunion de février 2014 consacrée à la compétitivité industrielle, à adopter un agenda industriel pour l'Europe ambitieux, dotant les institutions européennes d'une feuille de route complète et claire en faveur du renouveau de l'industrie et du renforcement de l'appareil productif européen.



Joint communiqué from

Mr Arnaud Montebourg, Minister for Industrial Renewal, France

Mr Flavio Zanonato, Minister for Economic development, Italy

Mr Jose-Manuel Soria, Minister for Industry, Energy and Tourism, Spain

Mr Kostis Hatzidakis, Minister for Development and Competitiveness, Greece

Mr Dragomir Stoynev, Minister of Economy and Energy of Bulgaria

Mr Etienne Schneider, Minister for Economy and Trade, Luxembourg

Mr Jean-Claude Marcourt, Minister for Economy, SMEs, Trade, new Technologies and higher Education, Wallonia, Belgium

Mr Jiri Cienciala, Minister of Industry and Trade, Czech Republic

Mr Michael Fallon, Minister of State for Business and Energy, United Kingdom

At the occasion of the **First Ministerial Conference of Friends of Industry, Paris 23rd October 2013**

Industry plays a key role in the European economy. This historical economic sector employs more than 34 million people and contributes 20% of Europe's output and 80% of European exports as well as private-sector R&D investments. It thus affects every other sector of the economy, specifically the service sector.

Europe's world-class industries excel in a wide range of strategic sectors, including automobile construction, aeronautics, engineering, aerospace, microelectronics, chemical goods and pharmaceutical products. They play a vital role in providing infrastructure for the greener production of low-carbon energy, thus ensuring greater energy independence for the European Union,. You cannot have a strong economy without strong industry.

Over the past decade, our industry has witnessed an erosion of its share of European GDP – a trend that only increased with the 2008 economic crisis – leading to a 10% reduction in Europe's industrial labour force. The recent European Commission report on competitiveness reveals that industry's share of EU GDP shrank to 15.3% in 2013, against 15.5% the previous year.

Initiatives have been taken at European level, and strategic talks are scheduled between ministers for industry within the Competitiveness Council. Europe must, however, introduce measures commensurate with the situation, and preparing itself for new challenges, as other other global industrial power have already done. Every option that can restore growth and create jobs in Europe has to be considered. We must do everything in our power to make Europe a competitive destination in terms of production and investment.

To do so, we need to boost industry's share in EU GDP. This will require an ongoing review of European policies with an eye to the industrial challenges that Europe and our national economies



are faced with. We need a holistic approach that takes in *industrial policy* and *policy concerning SMEs*, of course, but also *internal market regulations*, *competition policy*, *trade policy*, *environmental policy*, *innovation and research policy*, *cohesion policy*, as well as the full range of sectoral policies, such as that for *energy and climate*. *Community frameworks for State aid* must be improved, along with the establishment of an effective monitoring of subsidies granted outside the EU.

Our shared goal of industrial renewal must, from now on, be systematically factored into all EU policies; we need to be sure that European firms are not at a disadvantage compared to their international competitors. It means in particular mobilizing, whenever appropriate, our trade defense instruments against unfair competition, as well conducting a competition policy that ensures that European companies are not discriminated against in the field of global competition.

In relation with our SMEs, it is extremely important to solve in Europe the restriction in accessing to the credit needed for the investment in new technologies and R&D, improving in that way competitiveness and supporting exports actions.

Our industrial policy must focus on improving framework conditions provided to European industry while taking into account the specific challenges faced by various industrial sectors. To this end, the European Commission should carry forward its sector-specific initiatives on important traditional sectors such as steel and shipbuilding and extend this approach to growth sectors such as pharmaceuticals, information and communication technologies and green technologies. It should propose concrete solutions in order to respond to global competitiveness challenges that sectors are facing and also regularly report to the Competitiveness Council on the success of these initiatives.

Similarly, the Commission must examine the competitiveness gap between Europe and the advanced economies, which is due to disparities in both energy prices and commitments to reduce CO2 emissions and produce renewable energy. Before February 2014, the Commission should table solutions to bridge this gap.

For all of these reasons, we call upon the European Council, at its February 2014 meeting devoted to industrial competitiveness, to adopt an ambitious Industrial Agenda for Europe. Doing so will provide the European institutions with a bold, unambiguous blueprint to revitalise European industry and bolster European productive capacity.

Contacts presse :

Cabinet d'Arnaud MONTEBOURG : 01 53 18 45 13 – sec-mrp-presse@cabinets.finances.gouv.fr

Marianne ZALC-MULLER

Sandra-Andréa RENARD